

Charlène
10.8.22/N°1567

Vivreensemble



VOILES DE COMBAT

GÉRARD BIARD

Pas d'été réussi sans polémique sur le voile islamiste. 2022 s'annonce comme un excellent millésime. Tandis que les militantes de l'association prosélyte Alliance citoyenne multiplient les actions pour imposer le burkini dans les piscines municipales de Grenoble - considérant l'attitude on ne peut plus conciliante du maire EELV, Éric Piolle, sur le sujet, elles auraient tort de s'en priver -, à l'autre bout du monde, en Australie, c'est carrément une sénatrice qui s'y colle en s'affichant strictement voilée et s'affirmant « fière » de l'être. Certes, l'Australie, c'est loin, et bourré d'Anglo-Saxons accros au communautarisme et au relativisme culturel. Mais le cas de Fatima Payman, 27 ans et fraîchement élue sous les couleurs du Parti travailliste lors des élections du 20 juin, mérite qu'on s'y intéresse. Car il se trouve qu'elle est d'origine afghane.

Arrivée en Australie à l'âge de 8 ans avec sa famille qui fuyait les talibans, elle a étudié la pharmacie, puis l'anthropologie et la sociologie à la prestigieuse université de Perth, avant de se tourner vers le syndicalisme et de se découvrir une vocation politique. Ce qui l'a amenée à devenir aujourd'hui la plus jeune sénatrice du pays. Ses premiers mots au Parlement n'ont pas été pour se féliciter de ce joli parcours qu'il lui aurait été

Sous le vernis progressiste, la conquête idéologique

impossible d'accomplir dans son pays d'origine, mais pour appeler les jeunes musulmanes à porter le hijab « avec fierté [...] en sachant

qu'elles ont le droit de le porter ». Une adresse qui ressemble à une injonction, et qui résonne étrangement, à l'heure où les talibans ferment de nouveau l'accès des études secondaires aux jeunes filles et où ils placardent des affiches proclamant que « les femmes musulmanes qui ne portent pas la burqa se conduisent comme des animaux »...

Il arrive que ce que l'on ne dit pas soit plus important que ce que l'on dit. Quand on brandit en étendard sa « fierté » de porter le voile islamiste, c'est pour sous-entendre que celles qui ne le portent pas devraient avoir honte. Ici, Fatima Payman n'invoque pas un droit, mais un devoir à ses yeux. Le 20 juin, à peine élue, elle déclarait d'ailleurs au *Guardian* : « Je veux normaliser le port du hijab. » Logiquement, elle en a fait l'objet de sa première prise de position politique en tant qu'élue.

La jeune sénatrice australienne bénéficie d'avantages certains par rapport aux talibans afghans ou aux mollahs iraniens : elle est plus souriante et moins poilue. Qui plus est, elle ne parle pas d'enseignements du Prophète ou de commandements divins, mais de visibilité des minorités et de lutte contre l'oppression. Elle n'en appelle pas au Coran, mais à l'*empowerment*. Elle n'en mène pas moins un combat politico-religieux, dont le voile est à la fois le symbole et l'arme d'assaut. Tout comme ses consœurs grenobloises en burkini, ou encore cette élève avocate qui, en janvier dernier, s'est présentée revêtue d'un hijab lors de la cérémonie de prestation de serment devant le barreau de Paris, et qui, n'en doutons pas, remettra ça quand il s'agira de plaider au tribunal.

Ces jeunes femmes qui font mine de vouloir simplement s'habiller ou se baigner comme elles l'entendent ne sont pas les victimes qu'elles prétendent être, mais des militantes politiques en conquête idéologique. Il importe de les considérer comme telles. Et il ne faut pas avoir peur de les combattre quand on juge que leurs revendications sont incompatibles avec les valeurs démocratiques d'une société laïque, sans se laisser enfumer par le vernis progressiste dont elles se tartinent outrageusement. Le « droit » de porter le voile n'est qu'une obligation déguisée s'il n'est pas associé au droit de ne pas le porter. Or ce droit-là, ces militantes de la liberté n'en parlent jamais. ●